

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.480  
6 septembre 1988

FRANCAIS

---

## COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 6 septembre 1988, à 10 heures

Président : M. Ali Shams Ardakani (République islamique d'Iran)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 480ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord accueillir chaleureusement au nom de la Conférence le nouveau représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Aung Thant, qui est aujourd'hui parmi nous. Je puis l'assurer de la coopération de ma délégation dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions importantes.

Je voudrais aussi accueillir à la Conférence du désarmement une délégation du clergé de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui assiste à la séance d'aujourd'hui. Cette délégation est en visite à Genève et a manifesté un intérêt particulier pour les questions de désarmement. Je tiens à la remercier de son souci à l'égard d'un sujet aussi capital.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux et l'adoption de son rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait examiner une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme il est indiqué dans le calendrier des réunions qui doivent se tenir cette semaine, la séance plénière d'aujourd'hui sera immédiatement suivie d'une réunion officieuse consacrée à l'examen des parties technique du projet de rapport à l'Assemblée générale, figurant dans le document CD/WP.348 qui a été distribué dans toutes les langues.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Egypte, de la Hongrie et des Etats-Unis d'Amérique. Je donne la parole au distingué représentant de l'Egypte, l'Ambassadeur Elaraby.

M. ELARABY (Egypte) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais vous dire tout d'abord la satisfaction personnelle que j'éprouve à vous voir occuper ce poste. Nos deux délégations coopèrent étroitement depuis des années dans le domaine du désarmement et j'espère qu'elles poursuivront sur cette voie à l'avenir. La République islamique d'Iran a présidé avec beaucoup de compétence les travaux du Groupe des 21 pendant le mois d'août et je suis persuadé que sous votre direction avisée la session en cours achèvera ses travaux avec succès.

Je tiens également à féliciter l'Ambassadeur Loeis et la délégation de l'Indonésie qui ont su si bien diriger nos travaux pendant le mois d'août.

Au cours des dernières semaines, plusieurs de nos collègues ont dû assumer d'autres responsabilités. Deux de vos distingués prédécesseurs nous ont quittés : l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie et l'Ambassadeur Teja de l'Inde, qui est un de mes plus chers amis depuis plus de 20 ans maintenant. Ils nous ont quittés en laissant le souvenir précieux d'hommes qui ont contribué activement au succès de nos travaux. Nous voulons aussi rendre hommage à l'Ambassadeur Mansour Ahmad du Pakistan, qui a fait un travail admirable en tant que Président de la Commission plénière de la troisième session extraordinaire. Tous nos vœux accompagnent également dans leur

(M. Elaraby, Egypte)

tâche future l'Ambassadeur Tin Tun de la Birmanie et l'Ambassadeur Tellalov de la Bulgarie. D'autre part, nous avons la chance d'accueillir dans nos rangs l'Ambassadeur de Rivero du Pérou, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'Ambassadeur Ruoro du Kenya et l'Ambassadeur Varga de la Hongrie.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a pris fin sans pouvoir adopter de document final. Plusieurs avis ont été émis à ce sujet. Ma délégation ne cache pas qu'elle a été profondément déçue. Elle n'en reconnaît pas moins que cette session a réussi à centrer l'attention du monde sur les efforts de désarmement. Les délégations qui y ont participé étaient d'un niveau très élevé, et la session extraordinaire leur a permis de procéder à un échange de vues général et utile et de s'accorder sur certaines questions. Toutefois, il a été impossible de recueillir un consensus. Pour reprendre l'expression pertinente de Mme Theorin, chef de la délégation suédoise, "la communauté mondiale se trouvait devant une occasion unique d'élaborer et d'approuver un programme multilatéral de désarmement pour les années à venir". Malheureusement, cette occasion unique n'a pas été saisie.

Cependant, il ne faudrait pas voir dans l'impossibilité d'adopter un document final un obstacle insurmontable. Tout le monde s'accorde à reconnaître que le document final de la première session extraordinaire adopté en 1978 a marqué un tournant, voire un moment décisif, de nos efforts de désarmement. Ce document final, avec son programme d'action et les priorités énumérées aux paragraphes 43 à 47, complète selon nous la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies. Nous devrions rester tournés vers l'avenir et faire ressortir les résultats concrets que nous avons obtenus jusque-là pour nous appuyer dessus.

Nous ne devons pas laisser s'étioler notre foi dans le multilatéralisme et dans le mécanisme de désarmement multilatéral. Nous croyons que l'échec du multilatéralisme pourrait entraîner l'écroulement de tout le système issu de la Charte des Nations Unies et compromettre gravement le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'Egypte reconnaît l'importance que revêtent les négociations bilatérales entre les deux grandes puissances; celles-ci ont en effet une responsabilité toute spéciale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement ainsi qu'en ce qui concerne la réalisation de tous les objectifs de la Charte en matière de paix et de sécurité internationales.

Cependant, les négociations bilatérales ne sauraient selon nous remplacer les négociations multilatérales au sein de la Conférence du désarmement.

Ma délégation a fait distribuer, dans le document CD/850 daté du 1er août 1988, le texte de la déclaration publiée par le ministère égyptien des affaires étrangères à l'occasion du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Je rappellerai que l'Egypte a été l'un des premiers pays à signer ce traité, le premier jour de l'ouverture à la signature, le 1er juillet 1968. Nous ne l'avons ratifié que le 22 février 1981. Cette décision, nous l'avons prise en dépit du fait qu'un pays de notre région, à savoir Israël, a refusé jusqu'à ce jour d'adhérer à cet instrument juridique important; ma délégation tient

(M. Elaraby, Egypte)

à saisir cette occasion pour appeler une fois de plus Israël à le faire sans tarder. Pareille initiative contribuerait sans aucun doute à diminuer la tension et à calmer les esprits au Moyen-Orient.

Il faudrait également rappeler que le Traité sur la non-prolifération prévoit un régime plus strict pour s'assurer de l'absence d'armes nucléaires. Je me réfère en particulier à l'article 7 du Traité qui stipule en effet : "Aucune clause du présent Traité ne porte atteinte au droit d'un groupe quelconque d'Etats de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs".

Grâce aux efforts conjoints de l'Egypte et de l'Iran, l'Assemblée générale a adopté dès 1974 un projet de résolution sur la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. Depuis 1980 l'Assemblée générale adopte cette résolution par consensus, ce qui signifie qu'elle est approuvée non seulement par tous les pays de la région, mais également par les cinq puissances nucléaires. Ce qu'il faut à l'heure actuelle, c'est examiner les moyens de la faire appliquer. L'Egypte a donc présenté le 24 juin 1988 à la Commission plénière de la session extraordinaire de New York une proposition tendant à autoriser le Secrétaire général "à nommer un représentant personnel ou un groupe d'experts, chargé d'entrer en contact avec les Etats de la région aux fins de formuler un projet de traité modèle et d'instaurer des mesures pratiques permettant d'instaurer les conditions nécessaires à la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-orient". Nous espérons que la Conférence du désarmement étudiera sans tarder cette proposition, que ma délégation soumettra de nouveau à l'Assemblée générale à sa prochaine session.

Les principes inscrits dans le Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique, ainsi que les autres instruments juridiques pertinents, constituent le régime juridique régissant les activités dans l'espace. Le renforcement de ce régime juridique répond aux intérêts légitimes de l'ensemble de l'humanité. Nous devrions tous diriger nos efforts dans ce sens. Toutefois, l'évolution rapide des techniques fait que ce régime, en dépit de ses nombreux points positifs, doit être constamment mis à jour, restructuré et renforcé. Dans ma déclaration du 21 avril dernier, j'ai mentionné une insuffisance à corriger, à savoir qu'il faudrait élargir le champ d'application de l'article 4 du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique de façon qu'il interdise tous les types d'armes, au lieu de se limiter aux armes nucléaires et autres moyens de destruction massive. Cet élargissement a pour objectif de réserver l'espace aux seules utilisations pacifiques. C'est là une exigence à laquelle il faut répondre sans tarder étant donné le danger toujours plus grand que représente une course aux armements dans l'espace. L'Egypte demeure convaincue qu'il faut prendre des mesures urgentes pour consolider, renforcer et développer le régime juridique existant et pour en accroître l'efficacité. En même temps, nous estimons que les accords bilatéraux et multilatéraux en vigueur devraient être scrupuleusement respectés.

Le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace n'a pas eu la tâche facile cette année. Au cours de la session d'été, son président, l'Ambassadeur Taylhardat du Venezuela, en a dirigé les travaux avec beaucoup d'habileté et nous a fourni un document très utile où figuraient

(M. Elaraby, Egypte)

une liste des propositions concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les noms de leurs auteurs. Ma délégation a pris bonne note des discussions intéressantes et des nombreuses interventions au sujet de ces propositions. Il apparaît qu'au cours de sa session d'été le Comité a consacré davantage de temps et donné davantage d'importance à ces propositions. C'est là un fait qui doit à notre avis ressortir de notre rapport.

J'aborde maintenant le point 4 de l'ordre du jour. Ma délégation se réjouit, une fois de plus, de constater combien ont progressé les négociations en vue d'élaborer une convention interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques et prévoyant leur destruction. A cet égard, ma délégation ne peut manquer de noter avec satisfaction le rôle éminent qu'a joué le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne.

Je tiens aussi à saluer l'initiative positive que les Etats-Unis ont prise le 28 juillet en signalant l'emplacement de chacune de leurs installations de fabrication de produits chimiques. L'Egypte y voit une contribution importante aux mesures de renforcement de la confiance qui sont nécessaires pour appuyer nos efforts en faveur de la conclusion de la convention.

Nous saluons également l'initiative prise l'an dernier par l'Union soviétique à l'installation militaire de Chikhany et invitons les autres Etats à prendre des mesures similaires pour renforcer le climat de confiance.

L'Egypte appuie pleinement les initiatives actuelles pour élaborer une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Elle est signataire du Protocole de Genève concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Elle a également été parmi les premiers Etats à signer la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Malheureusement, certains événements qui se sont déroulés dans notre région nous ont empêchés de la ratifier plus tôt. Nous espérons que cette question ne se posera pas pour les futurs accords de désarmement.

Je saisis cette occasion pour redire que l'Egypte voit dans l'interdiction des armes chimiques une norme fondamentale du droit international de notre monde actuel qui doit être observée scrupuleusement. Bien qu'elle reconnaisse que des progrès considérables ont été accomplis dans nos travaux, elle n'en oublie pas pour autant qu'il reste beaucoup à faire. Un grand nombre des divergences qui subsistent en matière de concepts et de méthodes ne portent pas seulement sur de simples détails de rédaction.

L'Egypte, comme bien d'autres Etats, pense que, pour qu'un Etat adhère à une convention qui touche à des aspects importants de sa sécurité et pour qu'il prenne sur lui toute une série d'obligations, la condition sine qua non est que cette convention s'applique à tous les Etats. Certains pays clefs, notamment tous les Etats des régions dites "chaudes", devraient y adhérer simultanément. La non-adhésion de certains Etats pourrait bien constituer un écueil fatal pour la convention.

(M. Elaraby, Egypte)

Dans nos efforts pour parvenir à l'universalité, nous pensons qu'il faut prendre en compte deux éléments essentiels : les consultations préalables et, d'autre part, les garanties et sanctions. En ce qui concerne les consultations préalables, qui doivent être les plus larges possibles, l'Egypte ne pense pas qu'il soit bon que la Conférence du désarmement présente la convention directement à l'Assemblée générale pour adoption. Elle préfère que tous les Etats, qu'ils soient ou non membres de la Conférence du désarmement, soient invités à une conférence d'examen de la convention. Nous pensons aussi qu'il faudrait engager le plus tôt possible des travaux préparatoires en vue de consultations sur tous les aspects de la convention et sur ses implications éventuelles. A cet égard, j'aimerais rappeler la proposition présentée à la troisième session extraordinaire par le ministre yougoslave des affaires étrangères en faveur de la tenue d'une conférence extraordinaire des Nations Unies chargée d'examiner et d'approuver la convention sur les armes chimiques. Selon nous, les mérites de cette proposition sont grands. Nous approuvons la tenue d'une conférence internationale placée sous les auspices des Nations Unies et ouverte à tous les signataires éventuels de la convention. A notre avis, cette procédure permettrait une participation directe et contribuerait donc dans une grande mesure à la conclusion d'un document global acceptable par tous.

Le second élément lié au concept d'universalité est constitué par les garanties et sanctions. Entre nous soit dit, une convention sans garanties ni sanctions risquerait de n'être ni universelle ni crédible. Nous voudrions que soient prévues des sanctions spécifiques au cas où un Etat, partie ou non à la convention, en violerait les dispositions. Nous aimerions également avoir des garanties nous assurant que les sanctions seront appliquées effectivement et sans discrimination. Ma délégation propose que la conférence envisage d'incorporer un nouvel article à ce sujet. Nous pourrions étudier le fond et la forme de cet article durant la prochaine intersession de la Conférence. Nous avons beaucoup apprécié la souplesse de la position de l'Ambassadeur Nazarkine de l'Union soviétique dans son discours du 11 août. Nous nous réjouissons en particulier qu'il ait dit que les Etats parties à la convention devaient être protégés contre le recours aux armes chimiques aux termes de l'article X. L'Egypte est elle aussi favorable à l'élaboration de dispositions prévoyant des mesures collectives que prendraient les Etats parties à la convention pour s'opposer à l'emploi ou à la menace de l'emploi d'armes chimiques. Il est rassurant de constater que la délégation soviétique accepterait que soient incorporées dans la convention des dispositions relatives à une coopération entre les Etats parties aux fins de la protection contre les armes chimiques qui serait fondée sur des accords bilatéraux et multilatéraux facultatifs.

Il est un autre domaine qui devrait attirer particulièrement notre attention, et c'est celui de la vérification. Nous convenons avec de nombreuses délégations qu'il nous faut une convention vérifiable, crédible et sans lacune. Il faut donc absolument que la convention prévoie une vérification efficace. Mais cette exigence ne devrait pas être poussée au point de menacer la sécurité nationale des Etats parties. Nous inclinons à penser que l'utilisation non abusive de ce dispositif est aussi importante

(M. Elaraby, Egypte)

que le concept même de vérification. Nous sommes donc favorables à l'incorporation de dispositions précises fixant les procédures de vérification, en particulier en ce qui concerne l'inspection par mise en demeure.

Nous estimons notamment que l'adhésion à la convention dépendra dans une large mesure de la place qu'elle fera à la coopération internationale en vue de développer les utilisations pacifiques de l'industrie chimique; il ne faut pas non plus que la convention entrave l'utilisation de la chimie à des fins pacifiques.

Pour ce qui est des réunions entre les sessions, je rappellerai seulement qu'elles ne peuvent se tenir tant que la Première Commission n'a pas conclu ses travaux à New York, et qu'entre décembre et janvier les vacances nous ôtent en général au moins trois semaines; dès lors, il est clair que nous ne disposons que d'environ six semaines de travail. Pour faire le meilleur usage du temps qui nous est imparti, ma délégation propose que nous nous concentrons sur certaines questions spécifiques comme les garanties et sanctions, l'inspection par mise en demeure et les articles X et XI.

Ma délégation note avec satisfaction que les travaux sur l'article VI ont progressé. Nous comprenons cependant qu'il faut consacrer davantage de temps aux produits chimiques létaux supertoxiques énumérés au tableau [1] et fabriqués à l'échelle du laboratoire, et étudier leur importance pour la recherche médicale et la défense. En ce qui concerne les tableaux figurant en annexe à cet article, nous pensons que, pour des raisons pratiques, il faudrait prévoir une procédure permettant de les mettre à jour à chaque fois que c'est nécessaire. L'Egypte estime que les tableaux [1] et [3] devraient pouvoir être modifiés à chaque fois que de nouveaux agents chimiques sont fabriqués.

Ma délégation a participé à la réunion des experts de l'industrie qui s'est tenue le 22 juillet; elle est d'avis que ces réunions sont d'une importance capitale et qu'elles contribuent efficacement à faire avancer la mise au point d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Je saisis cette occasion pour remercier la délégation suédoise qui a présidé cette réunion avec beaucoup de compétence, nous permettant ainsi d'obtenir de nombreux résultats en un temps très court. Nous espérons que cette réunion sera suivie d'autres, tout aussi positives.

Avant de conclure, je voudrais aborder une question qui préoccupe gravement les Africains, à savoir l'utilisation de notre continent pour décharger des déchets nucléaires et industriels. Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni pour sa quarante-huitième session ordinaire à Addis-Abeba du 19 au 23 mai dernier, a étudié cette question et a approuvé la résolution à cet égard. Le paragraphe premier de ce texte dispose que le déversement de déchets nucléaires et industriels en Afrique est un crime contre l'Afrique et son peuple. L'Ambassadeur Azikiwe du Nigéria a déclaré le 11 août 1988 : "Le déversement de déchets radioactifs à des fins hostiles préoccupe beaucoup le Nigéria, et un grand nombre d'autres pays partagent sans doute cette inquiétude. Nous considérons donc qu'il est essentiel que cette question soit abordée de façon claire et non ambiguë

(M. Elaraby, Egypte)

dans la convention sur les armes radiologiques qui est actuellement examinée par le Groupe de contact A." L'Egypte appuie la demande du Nigéria et espère que les dispositions permettant de lui donner suite seront bientôt élaborées.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Elaraby pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence, ainsi que pour avoir rappelé la collaboration de nos deux pays dans le cadre des travaux antérieurs de la Conférence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Hongrie, l'Ambassadeur Varga.

M. VARGA (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Je tiens avant tout à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence pour le mois de septembre et je vous souhaite de diriger avec succès les travaux de la Conférence à la fin de sa session de 1988. Ma délégation est prête à coopérer pleinement avec vous et à vous aider à vous acquitter de vos responsabilités.

Je voudrais exprimer ma gratitude à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Wisber Loeis de l'Indonésie, qui a présidé nos travaux en août avec beaucoup de diplomatie et de dévouement. Août 1988 restera gravé dans ma mémoire comme le mois où la bienvenue m'a été souhaitée par le Président de la Conférence et par un grand nombre de mes distingués collègues ici présents. Je voudrais dire combien je suis reconnaissant de l'accueil bienveillant et amical qu'ils m'ont réservé. En réponse aux vœux et aux paroles chaleureuses qu'ils m'ont adressés, je tiens à les assurer que ma délégation et moi-même ferons de notre mieux pour coopérer avec eux comme mes prédécesseurs l'ont fait par le passé. Je voudrais accueillir à mon tour chaleureusement le nouveau représentant de la Birmanie et lui souhaiter le succès dans sa tâche.

Bien que nouveau venu à la Conférence du désarmement, unique organe de négociation multilatérale à l'échelle mondiale, les questions de sécurité internationale, de maîtrise des armements et de désarmement me sont cependant sous un certain angle familières. J'ai acquis mon expérience dans ce domaine particulier de la diplomatie multilatérale en représentant mon pays à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le fait d'avoir participé à la réunion de suivi de Madrid et à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement, ainsi que l'humble expérience acquise à cette occasion, m'aideront beaucoup, je l'espère, à me familiariser avec le travail politique compliqué et avec le processus de négociation que poursuit cet organe unique dans des domaines vitaux du désarmement multilatéral.

Alors que la session de 1988 de la Conférence du désarmement tire à sa fin, on est tenté de dresser le bilan des résultats obtenus durant l'année. Tel n'est pas mon but, et je me permettrai de me montrer quelque peu sélectif en n'abordant que les questions qui ont retenu mon attention au cours de ma brève présence en cette enceinte.

Comme de coutume, ma délégation a pris une part active aux travaux du Comité spécial des armes radiologiques; aussi ai-je appris avec satisfaction que ce comité avait été le premier à achever ses travaux et à présenter son rapport à la Conférence. Je tiens à féliciter l'Ambassadrice Tessa Solesby du Royaume-Uni pour l'efficacité avec laquelle elle a dirigé les travaux du Comité.



(M. Varga, Hongrie)

Je partage son avis sur les résultats des activités en matière d'interdiction des armes radiologiques, sur l'importance des progrès, fondamentaux même s'ils restent modestes selon les critères de l'ONU, qui ont été réalisés au cours de la session de 1988, et sur la méthode à adopter pour traiter les deux questions.

Ma délégation n'est pas la seule à accorder un rang de priorité élevé aux négociations sur l'interdiction des armes chimiques. Je voudrais dire combien elle a apprécié les efforts de l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, Président du Comité spécial des armes chimiques, ainsi que l'esprit d'initiative avec lequel il a guidé les travaux du Comité. Ma délégation suit avec un grand intérêt les préparatifs de l'exercice d'inspection expérimentale qu'effectue le groupe officieux dirigé par l'Ambassadeur Ekéus de la Suède. Quand les Etats intéressés auront mené à bien les exercices d'inspection expérimentale, nous pourrons, espérons-le, procéder à la compilation d'un grand nombre de données d'expérience pratiques en matière de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques. Il deviendra dès lors plus facile de clarifier définitivement les autres questions dans ce domaine.

L'intérêt que nous portons aux préparatifs de l'exercice d'inspection expérimentale témoigne aussi de la grande importance que le Gouvernement de la République populaire hongroise continue d'attacher à la conclusion, dans les meilleurs délais, d'une convention sur l'interdiction complète et globale de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques pour tous les Etats sans exception, comme l'a justement souligné l'Ambassadeur Elaraby de l'Egypte dans son intervention. Pour que cette convention puisse être conclue le plus tôt possible, les autorités hongroises ont procédé à une étude approfondie de la situation de l'industrie chimique nationale par rapport à la future convention. A la suite de cette étude, et pour faire prévaloir la franchise dans les échanges multilatéraux de données, notre Ministre des affaires étrangères, dans sa déclaration du 4 février 1988, a informé la Conférence des productions de notre industrie chimique et de leur utilisation à des fins pacifiques. Dans sa déclaration du 29 mars 1988, mon prédécesseur a donné plus de détails sur ce sujet.

Poursuivant mon examen sélectif, je ne peux que regretter de constater que la Conférence du désarmement n'a pas réussi cette année non plus à progresser dans le domaine pourtant le plus important, celui de l'interdiction des essais nucléaires. Nous restons convaincus que l'interdiction de ces essais contribuerait efficacement, à elle seule, à faire cesser la course aux armements nucléaires. La poursuite des essais va contre les efforts déployés par la grande majorité des Etats pour mettre fin au perfectionnement des types d'armes nucléaires utilisés actuellement et à la mise au point d'armes nouvelles. C'est pourquoi nous insistons pour que l'on interdise tous les essais d'armes nucléaires à jamais et dans tous les milieux.

Nous n'ignorons pas les difficultés rencontrées pour engager des travaux de fond en matière d'interdiction des essais nucléaires dans un cadre structurel adéquat. Nous pensons toutefois que des divergences de vues ne sauraient inévitablement empêcher de commencer ces travaux de fond. Plusieurs propositions ont été faites pour résoudre la question, au sein de

(M. Varga, Hongrie)

la Conférence du désarmement ou en dehors de cette instance. Les Gouvernements indonésien, mexicain, péruvien, sri-lankais, vénézuélien et yougoslave ont notamment proposé officiellement d'amender le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau dans le cadre d'une conférence des Etats parties. Nous nous félicitons de cette proposition, qui vise à résoudre en dehors de la Conférence du désarmement le problème de l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Nous nous félicitons aussi de tous les efforts déployés pour faire sortir la Conférence du désarmement de l'impasse. C'est pourquoi ma délégation juge encourageante l'initiative prise par la Tchécoslovaquie qui, dans le document de travail CD/863 présenté par notre distingué collègue l'Ambassadeur Vejvoda, a proposé "d'engager, comme première mesure en vue de la conclusion d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires, des travaux de fond sur des questions spécifiques et en corrélation se rapportant à l'interdiction des essais, notamment la structure et la portée ainsi que la vérification et le respect". Ma délégation estime que ce document - que la Conférence a d'abord examiné un certain temps à titre officieux avant d'en être saisie officiellement - contient des propositions réalistes et applicables à ce stade et dans cette enceinte.

Je soulignerai pour conclure que la Conférence du désarmement poursuit depuis longtemps déjà l'élaboration d'un programme global de désarmement; cette année, elle a abordé ce point sous la direction inlassable de l'Ambassadeur García Robles. A titre personnel, permettez-moi de dire combien j'ai été impressionné par la bonne volonté et l'esprit constructif de la délégation indienne, qui a présenté un plan d'action pour hâter l'avènement d'un ordre mondial non violent et exempt d'armes nucléaires.

Ce qui indique que la session de 1988 de la Conférence du désarmement touche à sa fin c'est, notamment, que les comités spéciaux présentent successivement leur rapport à la Conférence en séance plénière. Nous entendrons bientôt, espérons-le, le rapport du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité que préside mon distingué collègue, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie. J'espère que le Comité spécial des armes chimiques et le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace seront bientôt en mesure de présenter leur rapport, permettant ainsi à la Conférence de clore sa session de 1988.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Hongrie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, vous assumez la présidence alors que la Conférence parvient à son point culminant, qui est l'élaboration du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies, et alors que des capacités de direction sont nécessaires pour que notre session soit couronnée de succès. Notre délégation oeuvrera à cette fin de manière constructive et dans un esprit de coopération. Notre délégation se joint aux vœux de bienvenue adressés au nouveau représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Aung Thant.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Nous serons heureux de travailler avec lui et avec sa délégation. Nous souhaitons également la bienvenue à la délégation des ecclésiastiques soviétiques qui assiste à notre séance d'aujourd'hui.

Le 30 août, le directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, William P. Burns, s'est adressé à la Conférence du désarmement. Dans son allocution, le général Burns s'est référé au troisième examen du Traité américano-soviétique de 1972 sur les systèmes antimissiles balistiques, mais il a noté qu'il n'était pas encore à même d'entrer dans le détail du sujet. Cet examen s'est achevé le 31 août et les Etats-Unis ont publié une déclaration concernant son issue. Etant donné l'intérêt manifesté à cet égard au moment de l'exposé du général Burns, et en raison de l'importance générale des questions bilatérales concernant la maîtrise des armes nucléaires pour la Conférence du désarmement, je crois utile de citer cette déclaration dans son intégralité :

"Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont procédé au troisième examen du Traité ABM, qui est requis tous les cinq ans aux termes des dispositions du Traité. L'examen s'est déroulé du 24 au 31 août 1988. La délégation des Etats-Unis était dirigée par William P. Burns, directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency.

"Durant l'examen, les Etats-Unis ont souligné l'importance des violations soviétiques à l'égard du Traité ABM, qui constituent une menace pour la viabilité de cet instrument. A aucun moment de la conférence d'examen l'Union soviétique n'a indiqué qu'elle était prête à remédier à ces violations sans lier son accord en la matière à des exigences inacceptables.

"Spécifiquement, les Etats-Unis ont discuté avec les Soviétiques de leur grave préoccupation devant le fait que le déploiement par l'Union soviétique d'un grand radar à éléments en phase près de Krasnoïarsk constitue une violation importante d'un élément central du Traité ABM. De tels radars prennent des années à construire et sont essentiels pour assurer une défense à l'échelle du pays - qui est interdite par le Traité. Les restrictions imposées par le Traité en ce qui concerne l'emplacement, l'orientation et les fonctions de radars de ce genre sont donc des dispositions essentielles du Traité. Par conséquent, la violation constituée par le radar de Krasnoïarsk est très grave, en particulier quand on reconnaît que cette installation représente un élément d'un réseau de radars qui ont la possibilité inhérente d'évaluer les attaques pour venir à l'appui d'une défense contre les missiles balistiques.

"Le radar de Krasnoïarsk doit être démantelé afin que l'Union soviétique remédie à cette violation. Depuis plus de cinq ans, tant à la Commission consultative permanente créée en vertu du Traité que par d'autres voies diplomatiques, les Etats-Unis ont exhorté l'Union soviétique à remédier à cette violation manifeste en démantelant le radar. Durant l'examen, les Etats-Unis ont souligné les mesures spécifiques que l'Union soviétique doit prendre pour remédier à cette violation d'une manière vérifiable. Ils ont également dit clairement que

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

l'existence du radar de Krasnoïarsk rendait impossible de conclure à l'avenir tout accord dans le domaine des armements stratégiques ou dans celui de la défense et de l'espace. Ils ont observé un ralentissement de la construction, mais ce ralentissement - voire un arrêt total de la construction - serait insuffisant pour remédier à la violation du Traité ou pour répondre aux préoccupations américaines concernant l'impact important de la violation.

"Les Etats-Unis ne peuvent pas tolérer indéfiniment cette violation grave et manifeste du Traité. La violation doit être réparée. Tant que le radar de Krasnoïarsk ne sera pas démantelé, les Etats-Unis continueront de soulever la question de la violation substantielle et des mesures de riposte proportionnées. Rien de ce qui s'est passé durant la Conférence d'examen ni l'achèvement de cette dernière ne devraient être interprétés comme portant atteinte de quelque manière que ce soit aux droits qu'ont les Etats-Unis, conformément au droit international, à l'égard de toute violation soviétique du Traité. Etant donné que l'Union soviétique ne s'est pas montrée prête, durant la Conférence d'examen, à répondre aux préoccupations des Etats-Unis concernant la violation constituée par le radar de Krasnoïarsk, les Etats-Unis devront envisager de déclarer cette violation continue comme une violation substantielle du Traité. A cet égard, ils se réservent entièrement le droit, conformément au droit international, de prendre à l'avenir des mesures de riposte appropriées et proportionnées.

"Durant l'examen du Traité ABM, les Etats-Unis ont également discuté de la violation du Traité constituée par les radars illégalement installés à Gomel. Ils se réservent également le droit de répondre à cette violation d'une manière appropriée et proportionnée. Ils ont également examiné avec l'Union soviétique un certain nombre de préoccupations concernant le respect du Traité ABM, qui donnent globalement à penser que l'Union soviétique prépare éventuellement une défense antimissile du territoire, qui est interdite. Il s'agit là d'une préoccupation particulièrement grave. Comme l'a noté le Président, cette évolution 'aurait de profondes incidences sur l'équilibre vital entre l'Est et l'Ouest. Une capacité unilatérale soviétique de défense antimissile du territoire, acquise en violation du Traité ABM, pourrait éroder notre force de dissuasion et mettre en doute sa capacité'.

"Les Etats-Unis continuent de nourrir une préoccupation profonde et durable quant aux incidences de l'évolution du non-respect du Traité ABM par l'Union soviétique. Comme le Président Reagan l'a fait observer en décembre 1987 :

'Aucune violation d'un traité ne peut être considérée comme une question mineure et on ne peut non plus avoir confiance dans des accords si un pays peut choisir quelles dispositions il respectera ... La réparation des violations de l'Union soviétique montrera si celle-ci est véritablement disposée à s'engager dans des relations plus constructives et à élargir la base de la coopération entre nos deux pays pour ce qui est des questions de sécurité.'

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

"Les Etats-Unis n'accepteront pas les violations de l'Union soviétique ni le principe 'deux poids, deux mesures', et se réservent le droit de prendre à l'avenir des mesures de riposte appropriées et proportionnées."

Ainsi s'achève la déclaration des Etats-Unis.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant des Etats-Unis d'Amérique. La liste des orateurs d'aujourd'hui est maintenant épuisée. Y a-t-il d'autres intervenants ? Je donne la parole au distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de septembre et vous exprimer mes vœux de succès à ce poste. Je voudrais également dire à votre prédécesseur, le distingué représentant de l'Indonésie, l'Ambassadeur Loeis, notre reconnaissance pour l'efficacité et le succès avec lesquels il a rempli sa tâche de président durant le mois dernier. Je tiens aussi à saluer nos nouveaux collègues à la Conférence, le distingué représentant d'un Etat socialiste, la Hongrie, l'Ambassadeur Istvan Varga, dont nous avons écouté aujourd'hui l'intervention avec beaucoup d'intérêt. Je souhaite également la bienvenue au nouveau représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Aung Thant.

J'ai pris la parole pour donner lecture de la déclaration qui a été faite par la délégation soviétique au sujet des résultats de l'examen du fonctionnement du Traité sur les systèmes antimissiles balistiques. Je vais maintenant lire cette déclaration.

"Conformément aux dispositions du Traité entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, les représentants de l'URSS et des Etats-Unis d'Amérique se sont réunis à Genève, du 24 au 31 août 1988, pour procéder à l'examen du Traité prévu après chaque période de cinq ans.

"La partie soviétique part du fait que cet examen doit conduire au renforcement du Traité ABM, qui a une importance fondamentale pour assurer de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement et renforcer la stabilité stratégique et la sécurité internationale. La préservation et le renforcement de ce traité incombent conjointement aux parties - l'URSS et les Etats-Unis.

"La délégation soviétique a procédé à toutes les discussions dans un esprit de non-confrontation en vue de rechercher des solutions mutuellement acceptables, en ce qui concerne aussi bien la réaffirmation politique de l'engagement des parties à l'égard des buts et des objectifs du Traité que la recherche de solutions techniques concrètes susceptibles d'éliminer les préoccupations mutuelles et les situations ambiguës qui se sont fait jour durant les échanges de vues entre les parties.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

"La délégation soviétique s'est efforcée de faire en sorte que la réaffirmation de l'engagement à l'égard du Traité et les ébauches convenues concernant les moyens de dissiper les préoccupations des deux parties soient reflétées dans une déclaration ou un communiqué commun qui serait publié à l'issue de l'examen du Traité. Malheureusement, cela n'a pas été possible étant donné que la partie américaine n'a pas voulu examiner sur le plan pratique les préoccupations de la partie soviétique et s'est efforcée de réduire l'ensemble de l'examen du Traité ABM à l'acceptation par la partie soviétique de la demande américaine concernant le démantèlement du radar encore inexistant de Krasnoïarsk.

"La partie américaine a publié une déclaration unilatérale sur les résultats de l'examen qui contient une évaluation non objective de la situation existante.

"La présente déclaration de la délégation soviétique expose des faits qui donnent un tableau réel de la situation concernant le respect du Traité ABM et de la nature des discussions qui se sont déroulées.

"En ce qui concerne le radar en cours de construction dans la région de Krasnoïarsk, la partie soviétique a de nouveau affirmé que cette installation est destinée à la poursuite d'objets spatiaux et ne tombe pas sous le coup des limitations du Traité ABM. Les Etats-Unis continuent malgré tout de lui attribuer des fonctions d'alerte aux missiles. Ces allégations américaines ne s'appuient pas sur des faits, mais sur des présuppositions et des évaluations subjectives.

"En tant que geste de bonne volonté et désireux de dissiper les préoccupations des Etats-Unis, nous nous sommes déclarés disposés à démanteler le matériel de cette installation de telle manière que cela puisse être vérifié et ne donne pas lieu à des doutes de la part des Etats-Unis, à condition que l'on s'entende sur le respect du Traité ABM tel que signé en 1972.

"La partie américaine s'est également déclarée préoccupée par le fait que divers éléments du radar appelés aux Etats-Unis 'Pawn Shop' et 'Flat Twin' sont enlevés du polygone d'essais de Sary-Chagane pour être installés dans la région de Gomel, opération qui est décrite sans fondement comme étant le début du déploiement de radars ABM.

"Sur la base des faits que nous avons présentés et de la visite des représentants officiels des Etats-Unis dans la région de Gomel, la partie américaine a pu s'assurer qu'en réalité, les éléments du radar 'Flat Twin' et du fourgon automobile 'Pawn Shop' servaient à créer dans ladite région des bancs de mesure pour l'essai et le réglage d'antennes à réflecteur qui sont beaucoup utilisées dans l'économie nationale du pays. Ces travaux ne contreviennent aucunement au Traité ABM.

"Nous avons déclaré en même temps qu'en vue de dissiper les préoccupations des deux parties concernant le respect du Traité ABM, la partie soviétique serait prête à résoudre de manière radicale la question des autres éléments du radar 'Flat Twin' et du fourgon automobile 'Pawn Shop' auxquels se réfère la partie américaine.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

"La partie américaine a de nouveau évoqué la possibilité que l'Union soviétique prépare une défense antimissile de son territoire. Elle a réitéré les allégations qu'elle avait déjà avancées, auxquelles la partie soviétique avait donné les réponses voulues. Aucune des questions soulevées, prises individuellement ou dans leur ensemble, ne justifie les préoccupations exprimées par les Etats-Unis.

"La partie soviétique a également présenté un certain nombre de propositions constructives qui, si elles étaient appliquées, contribueraient à résoudre d'autres questions soulevées par l'une ou l'autre des parties. A ce titre, il s'agirait de convenir que les parties se communiqueront à l'avance les plans concernant la construction de grands radars à éléments en phase, en indiquant leur destination; de convenir de marques permettant de distinguer les radars ABM des autres radars; d'élaborer des procédures pour le démantèlement ou la destruction des radars ABM sur les polygones d'essais; d'autoriser des représentants de l'Union soviétique à visiter le radar américain situé au Groenland et le chantier de construction de l'installation de lancement de "fusées-sondes" à Shemya afin que l'Union soviétique puisse matériellement se rendre compte des activités des Etats-Unis qu'elle considère, sur la base des données dont elle dispose, comme une violation du Traité (le radar du Groenland) ou comme une situation préoccupante (les travaux de construction sur l'île Shemya).

"Malheureusement, nos propositions n'ont pas reçu d'écho positif de la partie américaine. Malgré un état de choses réel, elle continue à nier gratuitement ou à prétendre ne pas voir les raisons pour lesquelles l'Union soviétique a de sérieuses préoccupations quant au respect des obligations contractées par les Etats-Unis en vertu du Traité. La partie américaine n'a pas répondu à certaines de nos propositions, et les réponses qu'elle a données à d'autres questions ne sauraient être jugées satisfaisantes.

"La partie américaine ne s'est pas montrée non plus disposée à prendre des mesures en vue de remédier aux violations du Traité ABM qu'elle a commises.

"Depuis 1975, la partie soviétique se déclare préoccupée au sujet du déploiement par les Etats-Unis de grands radars à éléments en phase du type 'Pave Paws', tant sur le territoire américain qu'à l'extérieur. Notre préoccupation provient du fait que ces grands radars ont des paramètres suffisants pour constituer des radars ABM. Conjointement avec le radar de Grand Forks, les radars susmentionnés peuvent servir à mettre en place une défense antimissile du territoire américain, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article I du Traité ABM qui interdisent de créer la base d'une défense antimissile du territoire national.

"La partie soviétique est particulièrement préoccupée du fait que les Etats-Unis ont commis une violation du Traité ABM en déployant, après son entrée en vigueur, un nouveau grand radar à éléments en phase du type "Pave Paws" au Groenland et en construisant un radar analogue en Grande-Bretagne. Le Traité ABM réglemente strictement le déploiement

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

de grands radars à éléments en phase ayant une puissance supérieure à trois millions, compte tenu de leur destination. En outre, les radars d'alerte aux missiles qui possèdent de telles caractéristiques ne sont autorisés à être déployés qu'à la périphérie du territoire national, où ils doivent être orientés vers l'extérieur.

"Le grand radar américain à éléments en phase situé à Thule (Groenland) a une puissance qui dépasse sensiblement trois millions. La région de Thule ne se trouve pas à la périphérie du territoire national des Etats-Unis. La partie américaine a elle-même indiqué que le radar de Thule était destiné à l'alerte aux missiles. En conséquence, le déploiement d'un grand radar à éléments en phase dans la région de Thule constitue une violation du Traité ABM.

"Le début de la construction d'un radar analogue à Fylingdales constitue une violation identique.

"La partie soviétique a exprimé également d'autres préoccupations concernant le respect du Traité ABM par les Etats-Unis.

"Désireuse de trouver une solution aux questions concrètes qui se sont posées, la partie soviétique s'est déclarée effectivement prête à dissiper les préoccupations des deux parties. Il est naturel que la recherche de solutions doive être faite sur une base réciproque, sans s'écarter de l'essentiel qui est la réaffirmation par les parties de leur engagement à l'égard des buts et des dispositions du Traité ABM.

"Ce n'est pas par notre faute si les pourparlers n'ont pas permis de trouver des solutions positives aux questions examinées. Cependant, la partie soviétique estime que les efforts communs visant à rechercher des solutions de principe pourraient être poursuivis, et nous y contribuerons. En particulier, le Traité prévoit un mécanisme pour l'examen des préoccupations exprimées par les parties - la Commission consultative permanente. La session ordinaire de cette Commission soviéto-américaine, qui doit se tenir à Genève en automne de cette année, devrait être précisément consacrée à cette fin, notamment conformément aux instructions qui peuvent être données à la Commission à la suite de la rencontre prochaine du Ministre des affaires étrangères de l'URSS avec le Secrétaire d'Etat américain."

Ainsi s'achève la déclaration de la délégation soviétique sur les résultats de l'examen du fonctionnement du Traité ABM.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à celui de mon prédécesseur. Je donne maintenant la parole au représentant du Royaume-Uni.

M. KENYON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (traduit de l'anglais) : Ma délégation voudrait se joindre à ceux qui ont souhaité la bienvenue à l'Ambassadeur Aung Thant qui vient de prendre ses fonctions à la Conférence du désarmement. Nous voudrions également souhaiter la bienvenue aux membres du clergé soviétique qui observent nos activités aujourd'hui.



(M. Kenyon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Le Gouvernement du Royaume-Uni rejette entièrement toute allégation selon laquelle le système radar à éléments en phase de Fylingdales au Royaume-Uni constituerait une violation des obligations des Etats-Unis au titre du Traité ABM.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Royaume-Uni et je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je voudrais répondre aux allégations de l'Ambassadeur de l'Union soviétique concernant les violations présumées des Etats-Unis à l'égard du Traité ABM à Thule (Groenland) et à Fylingdales au Royaume-Uni. Les Soviétiques ont formulé ces allégations comme ils l'ont fait par le passé. Ces radars ne constituent pas des violations du Traité ABM. Les Soviétiques ont avancé ces allégations afin de détourner l'attention de leurs violations du Traité. Lors des récents pourparlers, nous avons répondu, comme auparavant, que ces deux installations existaient déjà lorsque le Traité ABM a été signé en 1972. Leur modernisation est permise par le Traité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique pour sa déclaration. Il n'y a maintenant plus d'orateurs. Vous vous rappellerez qu'à notre dernière séance plénière, j'avais annoncé que je vous soumettrai pour adoption le rapport du Comité spécial des armes radiologiques, que sa présidente, l'Ambassadrice Solesby, a présenté à la 479ème séance plénière. Nous allons donc procéder ainsi. La Conférence est saisie pour adoption du rapport du Comité spécial publié sous la cote CD/864. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

Le secrétariat me fait savoir que les projets de paragraphes de fond du rapport annuel à l'Assemblée générale concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, figurant dans le document CD/WP.353, ont été distribués hier après-midi dans leur version anglaise. Le texte dans les autres langues sera distribué demain à midi. Les projets de paragraphes de fond sur le point 3 de l'ordre du jour figurent dans le document CD/WP.352 et leur version anglaise sera déposée cet après-midi dans les casiers des délégations. Comme dans le cas précédent, le texte dans les autres langues sera prêt demain à midi. Comme vous le savez, des consultations officieuses à participation non restreinte se déroulent actuellement sur les points 1, 2 et 7 de l'ordre du jour. Une fois terminés les débats sur ces points, les consultations porteront d'abord sur les projets de paragraphes de fond concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, et ensuite sur le point 3 de l'ordre du jour intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées".

Alors que nous approchons de la fin de la session annuelle, le calendrier doit rester souple pour l'organisation des réunions de la Conférence et des consultations officieuses à participation non restreinte concernant le rapport annuel à l'Assemblée générale. En conséquence, je n'ai pas l'intention

(Le Président)

de distribuer aujourd'hui le calendrier des réunions qui devront se tenir la semaine prochaine. Par ailleurs, il nous faudra peut-être modifier la date de clôture si nous ne parvenons pas à régler dans les jours qui viennent les questions concernant le rapport.

Comme je l'ai noté au début de la matinée, nous tiendrons immédiatement après la plénière une réunion officieuse de la Conférence pour commencer à examiner le projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Comme il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 13 septembre, à 10 heures.

Je donne la parole au représentant de la Birmanie.

M. AUNG THANT (Birmanie) (traduit de l'anglais) : Je tiens à vous remercier très sincèrement des paroles chaleureuses de bienvenue que vous m'avez adressées au début de la séance. Je voudrais remercier aussi très sincèrement tous les membres de la Conférence du désarmement qui ont eu à mon égard des paroles aimables, en particulier les distingués représentants de l'Egypte, de la Hongrie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Royaume-Uni. Quand je regarde la salle où nous nous réunissons, je suis saisi par tout le savoir, l'expérience et la sagesse qui y sont accumulés. J'en suis d'autant plus désireux de collaborer avec tous les membres, en espérant pouvoir contribuer modestement aux travaux de la Conférence.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur de la Birmanie pour les paroles aimables qu'il a adressées à mes collègues et à moi-même, et je puis de nouveau l'assurer que ma délégation coopérera pleinement avec lui aux travaux de la Conférence.

Cet après-midi, la réunion officielle du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace sera remplacée par des consultations officieuses, qui se tiendront dans la salle VII à 15 heures. Le Comité se réunira demain dans la salle VII, à 15 heures, pour adopter son rapport.

La séance est levée à 11 h 35.